

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30918]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2017(1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ANNEE BUDGETAIRE 2017****CHAPITRE I^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget****§ 1^{er}. Fixation des crédits d'engagement****Article 1^{er}**

Les crédits d'engagement alloués par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2017, s'élèvent à 10.494.980.000,00 euros.

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits d'engagement**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 10.338.714.061,97 euros

Article 3

Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 14 décembre 2016 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2017 ont autorisé l'engagement des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2017 à concurrence de 74.658.248,46 d'euros.

Pour couvrir ces engagements de l'année budgétaire 2017 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 74.658.248,46 euros.

Article 4

Les crédits d'engagement non-utilisés à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 156.265.938,03 euros Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ces crédits sont annulés.

§ 3. Fixation des fonds budgétaires d'engagement**Article 5**

Les fonds budgétaires ont été estimés pour les engagements de l'année budgétaire 2017 à 78.439.000,000 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7, 2^o, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 52.759.459,04 euros.

Compte tenu de ces recettes, du solde de départ au 1^{er} janvier 2017 qui s'établit à 40.347.543,07 euros et des annulations de visas s'établissant à 936.550,50 euros, le disponible en engagements à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2017 à 94.043.552,61 euros.

Par dérogation à l'article 7, 2^o alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 14 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2017 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires**Article 6**

Les engagements de dépenses à charge des fonds budgétaires d'engagement de l'année budgétaire 2017 s'élèvent à 54.796.424,81 euros.

Article 7

Par suite des dispositions contenues dans les articles 5 et 6 ci-dessus, le disponible en fonds budgétaires d'engagement s'élève à la fin de l'année budgétaire 2017 à 39.247.127,80 euros.

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget**§ 1^{er} Fixation des recettes****Article 8**

Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2017 à la somme de 9.896.394.000,00 d'euros.

Article 9

Les recettes budgétaires de l'année 2017 s'élèvent à 9.867.728.465,13 euros.

§ 2 Fixation des crédits de liquidations des dépenses

Article 10

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2017 ont accordé 10.476.315.000,00 d'euros pour la liquidation des dépenses.

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Article 11

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2017 se montent à 10.375.899.847,22 euros

§ 4 Règlement des crédits

Article 12

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 10) et les opérations imputées (article 11) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2017 de 100.415.152,78 euros.

Article 13

Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 14 décembre 2016 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2017 ont autorisé la liquidation des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2017 à concurrence de 79.119.063,79 euros.

Pour couvrir ces dépenses de l'année budgétaire 2017 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 79.119.063,79 euros.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau III annexé.

Le total des crédits de liquidation alloués s'établit à 10.555.434.063,79 euros.

Article 14

Par suite des articles 12 et 13, les crédits de liquidation non-utilisés à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 179.534.216,57 euros. Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ces crédits sont annulés.

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2017

Article 15

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2017, établi conformément à l'article 29 § 4 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, se présente comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 9.867.728.465,13 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 10.375.899.847,22 euros

En conclusion, compte non tenu des fonds budgétaires,

Les dépenses excèdent les recettes de 508.171.382,09 euros

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires

§ 1. Fixation des recettes affectées

Article 16

Les prévisions de recettes sur les subdivisions particulières ont été estimées à 78.451.000,00 euros.

Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2017 à 56.289.661,10 euros.

§ 2. Fixation des fonds budgétaires de liquidation

Article 17

Les moyens en liquidation sur les fonds budgétaires sont estimés pour l'année budgétaire 2017 à 78.439.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7,2°, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 52.759.459,04.

Compte tenu de ces recettes et du solde de départ au 1^{er} janvier 2017 qui s'établit à 62.807.824,30 euros, le disponible en liquidation à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2017 à 115.567.283,34 euros.

Par dérogation à l'article 7,2° alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 14 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2017 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des fonds budgétaires

Article 18

Les liquidations imputées à charge du disponible en liquidation sur les fonds budgétaires de l'année budgétaire 2017 s'élèvent à 57.514.601,15 euros.

Article 19

Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18 ci-dessus, le disponible en liquidation sur les fonds budgétaires s'élève à la fin de l'année budgétaire 2017 à 58.052.682,19 euros. Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

Article 20

Le résultat des fonds budgétaires s'établit comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 56.289.661,10 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 57.514.601,15 euros

En conclusion, les dépenses excèdent les recettes de 1.224.940,05 euros

CHAPITRE IV. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget***Article 21**

Les décrets budgétaires de l'année 2017 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit (en euros) :

- Recettes	3.509.642.000,00
- Dépenses	3.509.642.000,00

Article 22

Les recettes ont été imputées à	143.386.245,00
Les dépenses ont été effectuées à	143.386.245,00
Solde de la section particulière :	0

CHAPITRE V. — *Résultat global***Article 23**

Tous services réunis, budget, fonds budgétaires et section particulière, compte tenu des articles 15,20 et 22 du présent décret, le résultat global du budget 2017 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto :	-508.171.382,09
Fonds budgétaires :	-1.224.940,05
Section particulière :	0
Total :	-509.396.322,14

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,

Ministre de l'Éducation

—————
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 68-1. – Rapport de commission, n°68-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 68-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 27 avril 2020.

—————

TABLEAU I**RECETTES****I.A.subdivisions générales**

Prévisions ajustées	9.896.394.000,00
Recettes imputées	9.867.728.465,13
différence	28.665.534,87

I.B.subdivisions particulières

Prévisions ajustées	78.451.000,00
Recettes imputées	56.289.661,10
différence	22.161.338,90

TOTAL RECETTES

Prévisions ajustées	9.974.845.000,00
Recettes imputées	9.924.018.126,23
différence	50.826.873,77

DEPENSES**II.Engagements**

Crédits alloués	10.494.980.000,00
Engagements imputés	10.338.714.061,97
visas en négatifs	74.658.248,46
Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	156.265.938,03
crédits à annuler	156.265.938,03

encours au 01/01/2017 reporté de 2016	304.273.050,00
annulations et réductions de visas	23.024.251,25

III.Liquidations

Crédits alloués	10.476.315.000,00
Crédits complémentaires à solliciter (dépassements)	79.119.063,79
total des crédits	10.555.434.063,79
Dépenses imputées	10.375.899.847,22
Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	179.534.216,57
crédits à annuler	179.534.216,57
solde de dépenses demeurant liquider	318.721.261,96
(encours 01/01 +engagements -dépenses imputées moins réduction de visa+visas négatifs)	

IV.Fonds budgétaires

engagements

Disponible au 01/01/2017	40.347.543,07
annulations de visas	936.550,50
Recettes perçues de l'année	52.759.459,04
total du disponible	94.043.552,61
engagements	54.796.424,81
disponible en engagements au 31/12/2017	39.247.127,80
encours au 01/01/2017	22.460.281,23

liquidations

Disponible au 01/01/2017	62.807.824,30
Recettes perçues de l'année	52.759.459,04
total du disponible	115.567.283,34
liquidations	57.514.601,15
disponible en liquidations au 31/12/2017	58.052.682,19
engagés en négatif	1.151.922,92
solde de dépenses demeurant liquider	19.957.477,31
(encours 01/01 +engagements -dépenses imputées moins réduction de visa+visas en négatif)	

V RESULTATS BUDGETAIRES DE L'ANNEE**RESULTAT 1 CREDITS**

recettes générales constatées imputées	9.867.728.465,13
dépenses liquidées sur crédits de liquidation	10.375.899.847,22
solde des recettes sur les dépenses	-508.171.382,09
solde de dépenses demeurant liquider	318.721.261,96

RESULTAT 2 FONDS BUDGETAIRES

recettes constatées sur fonds budgétaires	56.289.661,10
dépenses liquidées sur fonds budgétaires	57.514.601,15
solde des recettes sur les dépenses	-1.224.940,05
solde de dépenses demeurant liquider	19.957.477,31

RESULTAT 1+2

recettes	9.924.018.126,23
dépenses	10.433.414.448,37
solde général de l'exercice	-509.396.322,14
solde de dépenses demeurant liquider	338.678.739,27

SECTION PARTICULIERE

prévision de recettes	3.509.642.000,00
recettes perçues	143.386.245,00
prévision de dépenses	3.509.642.000,00
dépenses effectuées	143.386.245,00
solde	0,00

TABLEAU II

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

II. ETAT DES LIQUIDATIONS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2017

PREVISIONS	SOLDES AU 01.01.2017	RECETTES	DISPONIBLE GLOBAL	LIQUIDATIONS	SOLDE AU 31.12.2017				
Chapitre I	0,00	20.690.000,00	20.690.000,00	20.705.000,00	-15.000,00				
Chapitre II	0,00	36.688.000,00	36.688.000,00	36.628.000,00	60.000,00				
Chapitre III	0,00	21.061.000,00	21.061.000,00	20.861.000,00	200.000,00				
TOTAL	0,00	78.439.000,00	78.439.000,00	78.194.000,00	245.000,00				
TABLEAUX DU BUDGET	SOLDES REPORTEES	RECETTES EFFECTIVES	DISPONIBLE GLOBAL	LIQUIDATIONS	DISPONIBLE EN LIQUIDATIONS AU 31.12.2017				
Chapitre I	9.638.802,02	20.758.962,35	30.397.764,37	14.211.681,58	16.186.082,79				
Chapitre II	20.511.404,60	25.452.357,67	45.963.762,27	26.683.658,26	19.280.104,01				
Chapitre III	32.657.617,68	6.548.139,02	39.205.756,70	16.619.261,31	22.586.495,39				
TOTAL	62.807.824,30	52.759.459,04	115.567.283,34	57.514.601,15	58.052.682,19				

Tableau III

Chapitre	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Disponible sur crédit de liquid.
1	11	11	10	01	PERSONNEL DETACHE ET PENSIONNE - DEPENSES DIVERSES	- 684.662,96
1	12	12	05	02	INDEMNITES GENERALEMENT QUELCONQUES AU PERSONNEL DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE POUR CHARGES REELLES ET DEGATS MATERIELS, AINSI QUE LES FRAIS DE TRANSPORT AFFERENTS AUX VOYAGES DE SERVICE (Y COMPRIS L'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE - EMPLOYEUR DANS LE PRIX DES ABONNEMENTS)	- 46.948,58
Total chapitre 1						- 731.611,54
Chapitre	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Disponible sur crédit de liquid.
3	41	11	03	11	PERSONNEL STATUTAIRE	- 16.624,51
3	41	11	03	13	PERSONNEL STATUTAIRE	- 11.245,29
3	41	11	03	14	PERSONNEL STATUTAIRE	- 56.226,24
3	41	11	03	16	PERSONNEL STATUTAIRE	- 15.914,96
3	41	11	03	17	PERSONNEL STATUTAIRE	- 7.444,41
Total	41					- 107.455,41
3	48	11	03	40	PERSONNEL STATUTAIRE	- 142.153,62
Total	48					- 142.153,62
3	49	43	01	42	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS	- 259.914,81

Tableau III

	Total 49							-	
3	50	44	01	43		SUBVENTIONS-TRAITEMENTS		-	259.914,81
3	50	11	03	60		TRAITEMENTS DES CHARGES DE MISSION ET PERSONNEL STATUTAIRE		-	108.949,83
	Total 50							-	30.227,95
3	51	11	03	41		PERSONNEL STATUTAIRE DU MATERNEL		-	139.177,78
3	51	11	05	20		REMUNERATIONS DES AGENTS CONTRACTUELS SUBVENTIONNES DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL		-	224.241,10
3	51	43	01	44		SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE MATERNEL		-	126.116,96
3	51	43	01	63		SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE PRIMAIRE		-	817.182,32
3	51	44	01	45		SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE MATERNEL		-	5.605.229,12
3	51	44	01	64		SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE PRIMAIRE		-	447.282,81
	Total 51							-	1.247.924,04
3	52	11	03	61		PERSONNEL STATUTAIRE - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE		-	8.467.976,35
3	52	43	01	63		SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE		-	348.650,83
3	52	44	01	45		SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE		-	359.509,49
3	52	44	01	64		SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE		-	60.447.559,79
	Total 52							-	735.801,41
	Total 52							-	61.891.521,52

Tableau III

3	53	11	03	41	PERSONNEL STATUTAIRE PEDAGOGIQUE	-
						318.184,98
3	53	11	03	44	PERSONNEL STATUTAIRE PARAMEDICAL	-
						322.022,12
3	53	43	01	46	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PEDAGOGIQUE	-
						742.051,46
3	53	43	01	47	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PARAMEDICAL	-
						549.703,13
3	53	44	01	48	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PEDAGOGIQUE	-
						2.909.749,72
3	53	44	01	49	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PARAMEDICAL	-
						1.151.185,16
	Total					-
	53					5.992.896,57
3	55	01	01	72	TRAITEMENTS, SUBVENTIONS-TRAITEMENTS ET CHARGES DE PERSONNEL DIVERSES, LIES AUX CONGES DE MATERNITE	-
						78.765,72
3	55	11	03	42	PERSONNEL STATUTAIRE (CHARGES DE MISSIONS)	-
						107.068,90
3	55	11	03	52	PERSONNEL STATUTAIRE DES INTERNATS AUTONOMES	-
						87.146,41
3	55	11	03	60	PERSONNEL STATUTAIRE DE L'INSTITUT D'ARCHITECTURE - LA CAMBRE	-
						111.440,61
3	55	11	05	90	REMUNERATIONS DES AGENTS CONTRACTUELS SUBVENTIONNES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR HORS UNIVERSITE	-
						16.134,60
3	55	43	14	43	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS (PERSONNEL EN DISPONIBILITE - ECOLES DISPARUES)	-
						76.916,28
3	55	44	10	44	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS (PERSONNEL EN DISPONIBILITE - ECOLES DISPARUES)	-
						236.416,86
	Total					-
	55					713.889,38
3	56	01	01	70	DEPENSES DE TOUTE NATURE EN RELATION AVEC LA MISE EN OEUVRE DE MESURES DE DISCRIMINATION POSITIVE	-
						175.166,26

Tableau III

3	56	11	03	41	PERSONNEL STATUTAIRE	-
	Total 56					124.937,22
3	57	01	01	72	SUBVENTIONS TRAITEMENTS POUR DES PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL	-
	57	11	03	31	SUBVENTIONNE ET LIBRE SUBVENTIONNE PERSONNEL STATUTAIRE	9.338,43
3	57	43	01	70	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS	-
	Total 57					1.103,14
						-
						361.921,76
						-
						372.363,33
Total chapitre 3						-
Total général						78.387.452,25
						-
						79.119.063,79

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/30918]

27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2017

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 2017

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*§ 1. Vaststelling van de vastleggingskredieten**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2017, bedragen 10.494.980.000,00 euro.

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 10.338.714.061,97 euro

Artikel 3

In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 14 december 2016 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2017 is de vastlegging van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2017 gebruikt ten belope van 74.658.248,46 euro.

Ter dekking van deze vastleggingen voor het begrotingsjaar 2016 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 74.658.248,46 euro toegestaan.

Artikel 4

De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 156.265.938,03 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen voor vastleggingen**Artikel 5**

De begrotingsfondsen voor vastleggingen in het begrotingsjaar 2017 zijn geraamd op 78.439.000.000 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk geïnde ontvangsten gedurende het jaar bedragen 52.759.459,04 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten, het oorspronkelijke saldo op 1 januari 2017 van 40.347.543,07 euro en de annulering van visa ten belope van 936.550,50 euro bedraagt het beschikbare bedrag aan vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor het jaar 2017 94.043.552,61 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 16 van het decreet van 14 december 2016 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2017 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen**Artikel 6**

De uitgavenvastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor vastleggingen van het begrotingsjaar 2017 bedragen 54.796.424,81 euro.

Artikel 7

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 5 en 6 hierboven, bedragen de beschikbare middelen aan begrotingsfondsen voor vastleggingen 39.247.127,80 euro op het einde van het begrotingsjaar 2017.

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 8**

De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2017 een som van 9.896.394.000,00 euro.

Artikel 9

De begrotingsontvangsten van het jaar 2017 bedragen 9.867.728.465,13 euro.

§ 2 Vaststelling van de vereffeningskredieten van de uitgaven**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2017 hebben een bedrag van 10.476.315.000,00 euro voor de vereffening van de uitgaven toegestaan.

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 11**

De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2017 bedragen 10.375.899.847,22 euro

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 12**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 10) en de aangerekende verrichtingen (artikel 11) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2017 van 100.415.152,78 euro.

Artikel 13

In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 14 december 2016 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2017 is de vereffening van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2017 gebruikt ten belope van 79.119.063,79 euro.

Ter dekking van deze uitgaven voor het begrotingsjaar 2017 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 79.119.063,79 euro.

Deze kredieten worden volgens tabel III als bijlage onderverdeeld.

Het totaalbedrag van de aangerekende vereffeningskredieten bedraagt 10.555.434.063,79 euro.

Artikel 14

Naar aanleiding van de artikelen 12 en 13, bedragen de op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vereffeningskredieten 179.534.216,57 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2017**Artikel 15**

Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2017, vastgesteld overeenkomstig artikel 29 § 4 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 9.867.728.465,13 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 10.375.899.847,22 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de begrotingsfondsen, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 508.171.382,09 euro

HOOFDSTUK III. — Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten**Artikel 16**

De voorziene ontvangsten voor de afzonderlijke subafdelingen werden geraamd op 78.451.000,00 euro.

De aangerekende ontvangsten van deze aard voor het begrotingsjaar 2017 bedragen 56.289.661,10 euro.

§ 2. Vaststelling van de vereffeningsbegrotingsfondsen**Artikel 17**

De vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen worden voor het begrotingsjaar 2017 geraamd op 78.439.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk in de loop van het jaar geïnde ontvangsten bedragen 52.759.459,04 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten en met het beginsaldo op 1 januari 2017 van 62.807.824,30 euro, bedraagt het voor vereffening beschikbare bedrag ten laste van de begrotingsfondsen voor 2017 115.567.283,34 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 16 van het decreet van 14 december 2016 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2017 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen**Artikel 18**

De vereffeningen aangerekend ten laste van de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen in het begrotingsjaar 2017 bedragen 57.514.601,15 euro.

Artikel 19

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 17 en 18 hierboven, bedragen de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen op het einde van het begrotingsjaar 2017 58.052.682,19 euro. Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

Artikel 20

Het resultaat van de begrotingsfondsen wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 56.289.661,10 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 57.514.601,15 euro

Als conclusie kan worden gesteld dat de uitgaven de ontvangsten met 1.224.940,05 euro overtreffen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting***Artikel 21**

De begrotingsdecreten van het jaar 2017 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt (in euro):

- Ontvangsten	3.509.642.000,00
- Uitgaven	3.509.642.000,00

Artikel 22

Aangerekende ontvangsten	143.386.245,00
Gemaakte uitgaven	143.386.245,00
Saldo van de afzonderlijke sectie:	0

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat***Artikel 23**

Alle diensten samen, begroting, begrotingsfondsen en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 15,20 en 22 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2017 (in euro) :

Budget sensu stricto :	-508.171.382,09
Begrotingsfondsen :	-1.224.940,05
Afzonderlijke sectie :	0
Totaal :	-509.396.322,14

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Minister-President

Fr. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het toezicht op WBE

B. LINARD,

Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

C. DESIR,

Minister van Onderwijs

—
Nota

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 68-1. – Rapport de commission, n°68-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 68-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 27 avril 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/30919]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2018 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
ANNÉE BUDGÉTAIRE 2018

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des crédits d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2018, s'élèvent à 10.716.569.000,00 euros.

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits d'engagement

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 10.507.568.527,16 euros

Art. 3. Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 20 décembre 2017 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2018 ont autorisés l'engagement des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2018 à concurrence de 64.575.910,87 d'euros.

Pour couvrir ces engagements de l'année budgétaire 2018 effectués au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 64.575.910,87 euros.

Art. 4. Les crédits d'engagement non-utilisés à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 209.000.472,84 euros Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ces crédits sont annulés.